

MOTION

Les scrutins, cantonal et régional, ont clairement désavoué la politique menée par le gouvernement.

C'est l'expression, forte, d'un profond malaise social et de mécontentement qui a jailli des urnes, portée par une participation plus élevée.

La politique de casse et de régression sociale tous azimuts menée par le gouvernement avec l'appui du MEDEF a été condamnée et rejetée sans appel.

Les salariés du GIAT, leurs familles, tous ceux qui agissent pour que vive le GIAT, ont pris une part importante, avec d'autres, à cette sévère sanction. Ils ont ainsi adressé à Madame Alliot-Marie et au P.D.G. du GIAT, Monsieur Vigneron, un message leur demandant le rejet de leur plan de casse du GIAT et de leur politique à l'égard de notre industrie nationale d'armement. Ce message doit être, aujourd'hui, entendu.



Les arsenalistes sont venus demander le soutien des élus départementaux

Photo Alain Bouchard

L'heure est donc à reconsidérer en profondeur le dossier GIAT et ouvrir de véritables négociations :

- **Sur l'avenir industriel** avec enfin la prise en compte des propositions alternatives, en complément du projet SAGEM: maintien des Forges, de l'usinage de grande dimension, du MCO et rétrofit des tourelles LECLERC dans GIAT Industries à TARBES.

- **Sur le social**, chaque salarié du GIAT a droit à un avenir digne de ce nom, ce qui n'est vraiment pas le cas. Il n'y a pas, aujourd'hui, suffisamment de solutions tant au ministère de la Défense que dans les fonctions publiques pour reclasser les personnels y compris en

prenant en compte nos propositions alternatives.

Enfin, nous exigeons que la direction du GIAT et le ministère de la Défense ne mettent pas à profit la nouvelle phase du conflit dans laquelle nous entrons pour appliquer une politique revancharde et de règlement de compte à l'encontre de nombreux salariés par le biais de pressions individuelles de notations et d'appréciations d'activités étiquées qui pèseraient négativement sur le reclassement des salariés, et d'applications arbitraires et à minima des mesures du PSE.

La période de conflit, au cours de laquelle, à l'extérieur, la dignité des salariés du GIAT est reconnue de tous, doit être neutralisée et ne doit pas être prise en compte pour l'évaluation professionnelle des salariés.

Nous demandons à la ministre de la Défense de faire reconsidérer le contenu et les objectifs du plan GIAT 2006 par la direction du GIAT et d'engager de véritables négociations.